

# Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Intitulé de la consultation : Prestations d'assistance à l'enseignement et d'accueil-Factotum pour les bâtiments universitaires de l'Université Paris Cité sur le campus des Grands Moulins.

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

N° de la consultation : 2024042DFAPGSE



## TABLE DES MATIERES

<b>PREAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 - INFORMATIONS ADMINISTRATIVES</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A LA CONSULTATION</b>	<b>5</b>
2.1 - Objet et nature de la consultation	5
2.2 - Forme de l'accord-cadre	5
2.3 - Décomposition de l'accord-cadre	5
2.3.1 - Allotissement	5
2.3.2 - Tranches optionnelles et Prestations supplémentaires éventuelles	5
2.3.3 - Variantes	5
2.3.4 - Clause sociale et environnementale	5
<b>ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>6</b>
4.1 - Durée de l'accord-cadre / du marché	6
4.2 - Délais d'exécution	6
4.3 - Prolongation des délais d'exécution	7
<b>ARTICLE 5 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>7</b>
6.1 - Passation de commande	7
6.1.1 - Emission des bons de commande	7
6.1.2 - Notification des bons de commande	7
6-2 - Sous-traitance	8
6-3 Obligations de confidentialité	8
<b>ARTICLE 7 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 - PRIX, VARIATION DES PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT</b>	<b>9</b>
8.1 - Forme du prix	9
8.2 - Révision du prix	9
8.3 - Condition de facturation et modalités de règlement	10
8.3.1 - Facturation	10
8.3.2 - Facturation dématérialisée	10
8.3.3 - Modalités de paiement	11
8.3.4 - Cession ou nantissement de créances	11
8.3.5 - Avance	11
8.3.6 - Acomptes	12



8.3.7 - Garantie à première demande, retenue de garantie et cautions	12
<b>ARTICLE 9 – PENALITES</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 11 – LANGUE ET MONNAIE</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 12 – ASSURANCE ET ATTESTATIONS</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 13 – RESILIATION</b>	<b>14</b>
13.1 – Résiliation du titulaire	14
13.1.1 - Résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur	15
13.1.2 - Résiliation en cas de redressement ou de liquidation judiciaire	15
13.1.3 - Résiliation pour difficulté d'exécution du marché	15
13.1.4 – Résiliation aux torts du titulaire	15
13.1.5 – Résiliation pour inexactitude des documents fournis	15
13.2 – Conséquences de la résiliation du marché	15
<b>ARTICLE 14 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE</b>	<b>16</b>
14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire	16
14.2 - Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	16
<b>ARTICLE 15 – MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION</b>	<b>16</b>
15.1 – Modification du marché –Clause de réexamen	16
15.2 Prestations similaires	17
<b>ARTICLE 16 – FOURNITURE DES PIECES PREVUES PAR L'ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 18 – DROIT APPLICABLE ET VOIES DE RECOURS</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS</b>	<b>18</b>



## **PREAMBULE**

Université Paris Cité participe à l'incarnation d'une ville monde consciente de sa place et de ses missions, ouverte sur le monde, la jeunesse et les savoirs.

Université Paris Cité est dotée d'un modèle à la fois original et respectant l'esprit universitaire. Il s'agit d'une vision stratégique collective unifiée et d'une organisation déconcentrée, avec trois grandes facultés autonomes.

L'Université Paris Cité en quelques chiffres, c'est :

63 000 étudiants, 4 600 enseignants-chercheurs, 2 704 BIATOSS, 21 école doctorales, 5% des doctorats décernés en

France avec un patrimoine immobilier de 500 000 m<sup>2</sup>, 35 bâtiments universitaires et un budget de 670 millions d'euros.

Une puissance scientifique :

1<sup>ère</sup> Université française pour le taux de citation par article, 65<sup>e</sup> au classement de Shanghai 2020 et 10% des articles scientifiques publiés en France et 126 structures d'unités de recherche.

L'Université Paris Cité, dont le siège se situe au 85 boulevard Saint Germain, 75006 Paris, souhaite lancer un marché public pour le recrutement de services factotum sur le campus des Grands Moulins. Ces services, polyvalent par nature, ont pour but d'accompagner les services internes de logistiques du campus des grands moulins, dans ses missions d'aide à l'enseignement et d'accueil.

## **ARTICLE 1 – INFORMATIONS ADMINISTRATIVES**

### **Pouvoir adjudicateur :**

Université Paris Cité  
85 boulevard Saint-germain  
75006 Paris 6

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur Édouard KAMINSKI, Président de l'Université Paris Cité

**En cours d'exécution la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique.**

M. Julien Perichon  
Université Paris Cité  
Directeur du pôle achats  
85 boulevard Saint-Germain  
75006 Paris 6  
Tel (secrétariat) : 01 76 53 18 66 - 01 76 53 20 63 - 01 76 53 17 25  
Courriel : achats.dfa@u-paris.fr

### **Comptable assignataire :**

Monsieur l'Agent Comptable d'Université Paris Cité  
85 Boulevard Saint Germain  
75006 Paris Cedex 06  
Tél : 01 76 53 18 01



## ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A LA CONSULTATION

### *2.1 – Objet et nature de la consultation*

---

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations d'assistance à l'enseignement-Factotum pour les bâtiments universitaires de l'Université Paris Cité sur le campus des Grands Moulins. Il s'agit d'un marché de services au sens de l'article L1111-4 du code de la commande publique.

Le descriptif de la prestation figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### *2.2 – Forme de l'accord-cadre*

---

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles L2125-1 1°, R2162-2 alinéa 2, R2162-5, R2162-13 et R2162-14 passé selon la procédure de l'appel d'offre ouvert.

Il est conclu avec un montant maximum (**pour la partie exécutée selon les prix unitaires fixés au BPU**) de **3 000 000 € HT** conformément à l'article R2162-4 2° du code de la commande publique pour la durée totale d'exécution maximale de l'accord-cadre, soit quatre (4) ans conformément à l'article R2162-4 2° du code de la commande publique pour la durée totale d'exécution maximale de l'accord-cadre.

Ce montant maximum constitue la limite supérieure des obligations contractuelles de l'acheteur et du titulaire mais ils ne font naître aucune obligation d'atteindre ce maximum ou un droit à indemnisation si ce maximum n'est pas atteint.

### *2.3 – Décomposition de l'accord-cadre*

---

#### *2.3.1 – Allotissement*

---

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement.

#### *2.3.2 – Tranches optionnelles et Prestations supplémentaires éventuelles*

---

La présente consultation ne comporte pas de tranches optionnelles ni de prestations supplémentaires éventuelles.

#### *2.3.3 – Variantes*

---

En application de l'article R2151-8 du code de la commande publique, la personne publique n'autorise pas les variantes dans la présente consultation. L'offre devra donc être strictement conforme aux exigences et aux prescriptions fixées dans les différentes pièces du dossier de la consultation.

#### *2.3.4 – Clause sociale et environnementale*

---

La présente consultation comporte un critère de notation relatif à l'insertion sociale.

## ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents de marché et correspondances y étant relatives sont rédigées en français.



En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS :

- **L'acte d'engagement (ATTRI1)** daté et signé par le titulaire du marché et représentant légal de l'acheteur et son annexe ;
- **Les annexes financières (DPGF, BPU)** datées et signées par la personne habilitée à engager la société candidate ;
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;**
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;**
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- **Le cadre de réponse au mémoire technique (CRT)**, daté et signé par la personne habilitée à engager la société candidate ;

Toute clause portée dans les tarifs ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite.

Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-FCS, bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché.

Il peut cependant y accéder via le lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Tous les textes législatifs et/ou réglementaires ainsi que toutes les normes françaises et européennes en vigueur sont applicables. La signature de l'acte d'engagement vaut connaissance pleine et entière de l'ensemble des pièces constitutives du marché par le titulaire.

## **ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION**

### **4.1 – Durée de l'accord-cadre / du marché**

Le marché est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, trois (3) fois par périodes d'un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire du marché ne pourra s'opposer à la reconduction de celui-ci, conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique.

### **4.2 – Délais d'exécution**

Les délais d'exécution devront respecter les délais mentionnés sur chaque bon de commande



### 4.3 – Prolongation des délais d'exécution

---

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

## **ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Le descriptif des prestations figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### 6.1 – Passation de commande

---

#### 6.1.1 – Emission des bons de commande

---

Le présent marché s'exécute par bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur, sur la base des tarifs fixés dans l'annexe financière (DPGF et BPU).

Ces bons de commande sont signés par le représentant habilité à engager les dépenses de l'établissement et adressés au titulaire.

La réception électronique ou papier de la commande par le titulaire vaut notification de la commande et engagement de l'administration. Pour être valides, les bons de commande doivent être signés par la personne dûment habilitée à engager l'administration (représentant légal de l'établissement ou son délégataire) et sont notifiés au titulaire, par le service émetteur, par tout moyen.

Chaque bon de commande comportera notamment les indications suivantes :

- La référence du présent accord-cadre
- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le nom du service émetteur de l'Université ;
- Le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- Le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- La désignation (contenu) et la quantité des prestations ;
- Le montant du bon de commande qui fera référence à l'annexe financière
- La signature de la personne habilitée au sein du pouvoir adjudicateur.

En cas de discordance entre les prix figurant dans le bon de commande et les prix renseignés dans les documents financiers du marché, le titulaire concerné est tenu d'en informer le service émetteur de la commande et de ne pas donner suite à la commande en cas de non réponse de celui-ci dans les 48 heures.

#### 6.1.2 – Notification des bons de commande

---

Les bons de commande issus de SIFAC sont notifiés par courriel, conformément à l'article 3.7 du CCAG-FCS. Ils sont exécutoires à compter de leur date de notification attestée par l'accusé de réception (courriel, télécopie ou courrier). En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement qui a seul qualité pour formuler des observations à l'acheteur.



## 6-2 - Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter, tout ou partie des prestations dont il est chargé d'assurer l'exécution sans autorisation écrite de l'administration contractante, sous peine de résiliation du marché de plein droit, et à ses torts exclusifs.

Toute exécution d'une partie des prestations par un sous-traitant ne pourra commencer qu'après la notification de l'agrément de sous-traitance DC4 au titulaire.

Le titulaire doit produire avec son offre la liste des sous-traitants, en indiquant leur qualification professionnelle, nature des prestations qui leur sont confiées, le montant et les modalités de paiement. Après la notification d'approbation du marché le titulaire ne pourra modifier la liste des sous-traitants que sur justification et autorisation de l'acheteur.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt, ainsi que les prestations et le montant pour lequel la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6-3 Obligations de confidentialité

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

## **ARTICLE 7 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées par le service destinataire ou ses représentants habilités, conformément aux articles 27 et 28.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G.-F.C.S.

La réception n'est définitive qu'après l'achèvement complet des vérifications en quantité (horaires) et qualité. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des réfections de prix aux prestations dont l'exécution est jugée non conforme ainsi que les pénalités prévues au présent CCAP.

### Inexécution partielle

Lorsqu'une prestation ne peut être que partiellement exécutée par le titulaire, ce dernier doit en aviser immédiatement l'Université Paris Cité. Le titulaire est tenu de proposer à l'Université, sans surcoûts pour elle, une solution de remplacement.

A moins d'une impossibilité dûment justifiée ne résultant pas de son fait, le titulaire prend alors à sa charge les suppléments de prix qui résultent de la modification de la prestation, ou déduit de sa facture la différence entre le prix des prestations prévues et celui des prestations effectivement fournies.

### Défaillance du Titulaire

En cas de défaillance fautive du titulaire, ou d'impossibilité pour lui de répondre temporairement aux clauses du marché, l'Université Paris Cité se réserve le droit de faire exécuter sa commande par un autre prestataire, aux frais et risques du titulaire, si cette interruption porte atteinte au bon fonctionnement des prestations. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.



Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont commandées dans le respect des clauses du présent marché, il doit en aviser immédiatement l'Université Paris Cité et soumettre à son appréciation les justifications présentant un caractère de force majeure.

Si le titulaire néglige de s'y conformer ou si les justifications fournies ne sont pas jugées suffisantes par l'Université, il peut en résulter, suivant le cas et à l'appréciation du représentant du pouvoir adjudicateur, l'application de mesures figurant au chapitre 7 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 8 - PRIX, VARIATION DES PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

### 8.1 - Forme du prix

Le marché est conclu à prix mixtes. Il comprend des prix forfaitaires repris dans la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et des prix unitaires repris dans le Bordereau de Prix Unitaire (BPU).

Les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'exécution du présent marché.

### 8.2 - Révision du prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres M0 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix des prestations forfaitaires pour les prestations récurrentes et des prix unitaires pour les prestations à la demande sont révisés annuellement (à la date anniversaire de la notification du marché) par application d'un coefficient donné par les formules suivantes :

$$P = P_0(S1/S_0)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P<sub>0</sub> = Prix initial <sup>1</sup>

S<sub>0</sub> = Indice INSEE mensuel du coût horaire du travail révisé - Charges seules - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) Identifiant 001582829 - Indice relatif au mois de remise des offres. <sup>2</sup>

S1 = Indice INSEE mensuel du coût horaire du travail révisé - Charges seules - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) Identifiant 001582829 - Dernier indice INSEE publié au moment de la révision des prix.

De convention expresse, il est convenu qu'en raison des délais de parution des indices, ceux pris en considération pourront précéder de plusieurs mois la date de révision de prix.

Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période. La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice INSEE publiée au moment de l'application de la formule.

Dans le cas où un indice ne serait plus publié pendant la durée du contrat mais qu'un indice de substitution serait mis en place, l'Acheteur prendra acte de ce changement lors de la révision suivante. Dans l'hypothèse où l'indice supprimé ne serait pas remplacé par un nouvel indice, l'Acheteur choisira de nouveaux indices et/ou index par avenant.

Seuls les bons de commandes émis après la date anniversaire du contrat pourront être facturés aux prix révisés.

---

<sup>1</sup> Lors des révisions suivantes : P<sub>0</sub> correspondra aux derniers prix en vigueur avant la révision concernée

<sup>2</sup> Lors des révisions suivantes : S<sub>0</sub> correspondra à l'indice INSEE pris en compte lors de la précédente révision



La révision des prix n'interviendra qu'à la demande expresse du prestataire, formulée par lettre recommandée avec avis de réception et/ou courriel adressé à [achats.dfa@u-paris.fr](mailto:achats.dfa@u-paris.fr) au plus tard un mois avant la date de renouvellement annuel du marché. En l'absence de demande du prestataire formulée dans les délais, les prix de l'année en cours seront reconduits.

### **8.3 - Condition de facturation et modalités de règlement**

---

#### **8.3.1 - Facturation**

---

Conformément aux dispositions de l'article 11.3 et 11.7 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement (règlement partiel définitif ou solde) après exécution du service (service fait).

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs en un original, sur lesquelles doivent figurer notamment, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- L'intitulé et le numéro du marché ainsi que le numéro du bon de commande ;
- La date de délivrance et le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Sa domiciliation bancaire ;
- Le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- La mention exacte de la prestation concernée ;
- La période d'exécution des prestations ;
- Le montant de la prestation exécutée, en HT et en TTC ;
- Le taux et le montant de la TVA en vigueur.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- L'application de la révision de prix ;
- Les pénalités éventuelles.

**Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture, et après délivrance d'une attestation de service fait établie et dûment signée par un agent habilité d'Université Paris Cité.**

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il adresse au titulaire une facture rectificative.

#### **8.3.2 - Facturation dématérialisée**

---

Le titulaire adresse ses factures par voie électronique, conformément aux articles L2192-1 et suivants du code de la commande publique rendant obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs.

A cette fin, une solution gratuite et sécurisée, CHORUS PRO, est mise à disposition pour la transmission des factures sous forme dématérialisée. Un document « Information chorus fournisseurs » est joint au Dossier de consultation des entreprises (DCE) aux fins d'information sur la procédure.

**Le code service à utiliser est :**  
**FACTURES\_BDC**

Afin de pouvoir déposer ses factures sur le portail, le titulaire devra obligatoirement disposer d'un numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par 45.

**Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.**



L'acheteur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

Seules les prestations effectivement réalisées donnent droit à paiement pour le titulaire.

L'absence d'une des mentions obligatoires permettant l'identification certaine de la prestation entraîne le renvoi de la facture en recommandé avec accusé de réception et suspension du délai de paiement.

En application des articles R2192-27 à R2192-29 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par l'acheteur.

Pour les acheteurs dotés d'un comptable public, cette interruption ne peut intervenir qu'avant l'ordonnancement de la dépense ;

A compter de la réception de la totalité des pièces et mentions prévues à l'article R. 2192-27, un nouveau délai de paiement est ouvert. Ce délai est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de l'interruption si ce solde est supérieur à trente jours.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer l'acheteur.

L'acheteur pourra rectifier le montant des factures en intégrant notamment les pénalités prévues au présent CCAP.

### 8.3.3 - Modalités de paiement

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service facturier, sous réserve de sa conformité aux stipulations énoncées ci-dessus, à la réalisation de la prestation. Il est de 30 jours maximum à compter de la réception de la demande de paiement et après service fait.

Le défaut de paiement dans le délai prévu par les articles L2192-10 et R2192-10 du Code de la commande publique, fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement (pour la partie du marché pouvant être sous traitée). Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement appliqué par la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Une indemnité forfaitaire de 40 euros est également versée de plein droit en cas de dépassement du délai prévu ci-dessus.

Le titulaire doit avertir sans délai l'acheteur de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile soit par mail à l'adresse suivante [achats.dfa@u-paris.fr](mailto:achats.dfa@u-paris.fr) soit par courrier à l'adresse suivante :

**Université Paris Cité**  
**Pôle Achats**  
**85 Boulevard Saint Germain**  
**75006 Paris**

### 8.3.4 - Cession ou nantissement de créances

Dans le cadre du présent marché, les créances peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-62 du code de la commande publique.

### 8.3.5 - Avance

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2391-1.



Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC des prestations du bon de commande.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-9 du code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

#### 8.3.6 – Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue dans le cadre des articles L2191-4, R2191-20 et R2191-21 du code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée conformément à l'article R2191-22 du code de la commande publique.

#### 8.3.7 - Garantie à première demande, retenue de garantie et cautions

Sans objet.

## **ARTICLE 9 – PENALITES**



**Liste des pénalités applicables:**

<b><u>Pénalités</u></b>	<b><u>Occurrence</u></b>	<b><u>Valeurs</u></b>	<b><u>Précisions</u></b>
Pénalité liée au non-respect des horaires d'intervention définis et validé par l'Université	Par constat	100.00€	Les horaires d'interventions sur l'ensemble des bâtiments doivent être rigoureusement respectés. En cas d'intervention en dehors des créneaux définis, le Titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 100 euros par constat. Cette pénalité pourra intervenir dès la première constatation.
Pénalités liées au non-respect des consignes	Par constat	100,00€	En cas de non-respect des consignes ou du règlement intérieur applicables sur l'ensemble des sites, une pénalité de 100 euros sera appliquée par constat.
Pénalités liées au port des équipements de protection individuelles (EPI)	Journalière et par agent	50,00 €	En cas d'absence ou de port incorrect de vêtement de travail ou absence du port de badge, application d'une pénalité de 50 euros par manquement, par jour calendaire et par agent.
Pénalités liées à l'absence de moyens de communication	Journalière	50,00 €	En cas d'absence des moyens de communication décrits au CCTP, ou de défaillance dans la transmission des informations, une pénalité de 50 € par constat sera appliquée.
Pénalités pour retard	Journalière et par agent	50,00 €	En cas de retard non justifié d'un agent (non présentation d'un justificatif) ou dans la prise en charge d'une demande de mise à disposition d'un agent, l'Université appliquera une pénalité de 50 euros par constat.
Pénalités pour absence	Journalière et par absence	200,00 €	En cas d'absence d'un agent, le titulaire devra mettre à disposition dans l'heure un agent de remplacement. A défaut, une pénalité de 200 euros par jour calendaire d'absence sera appliquée.
Pénalité pour la mauvaise exécution ou la non réalisation de la prestation	Forfaitaire	15% du montant HT journalier de la prestation/ jour concerné par la défaillance	Il pourra être appliqué une pénalité pour non-exécution ou mauvaise réalisation des prestations égale à 100% du montant de ladite prestation. Cette pénalité viendra s'ajouter au non-paiement de ladite prestation.



Pénalité pour travail dissimulé	Forfaitaire	10 % du montant TTC du marché	Si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur public applique une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.
---------------------------------	-------------	-------------------------------	--

**L'application des pénalités présentées ci-avant n'exclut pas l'éventuelle application de réfections en cas d'inexécution d'une prestation facturée.**

**Plafond des pénalités**

La somme des pénalités liées à l'exécution du marché ne pourra dépasser 25% du montant du bon de commande considéré.

**Exonération**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le Titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300,00 euros H.T. pour l'ensemble du marché public.

## **ARTICLE 11 – LANGUE ET MONNAIE**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix libellé en Euros restera inchangé en cas de variation de change.

## **ARTICLE 12 - ASSURANCE ET ATTESTATIONS**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 13 – RESILIATION**

Il est fait, le cas échéant, application des articles 39 à 42 du CCAG-FCS, avec les précisions suivantes : chaque résiliation est précédée d'une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, et doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

### **13.1 – Résiliation du titulaire**



### 13.1.1 - Résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur

Elle peut intervenir à tout moment, pour un motif d'intérêt général, mettant ainsi fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, cette résiliation ne donne pas droit à indemnisation du titulaire pour le préjudice subi.

### 13.1.2 - Résiliation en cas de redressement ou de liquidation judiciaire

Le marché peut dans ce cas être résilié dans les conditions prévues à l'article L.622.13 du Code de commerce en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire comme prévu à l'article 39.2 du CCAG-FCS.

### 13.1.3 - Résiliation pour difficulté d'exécution du marché

Le marché pourra être résilié lorsque des difficultés d'exécution rencontrées par le titulaire ou un fait ayant le caractère de la force majeure empêchent le titulaire d'exécuter la prestation (article 40.1 du CCAG-FCS).

### 13.1.4 - Résiliation aux torts du titulaire

Elle peut être prononcée aux torts du titulaire et à ses frais et risques, sans qu'aucune indemnisation ne lui soit accordée (article 41 du CCAG-FCS).

### 13.1.5 - Résiliation pour inexactitude des documents fournis

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 et L2141-4 1° et 3° du code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner et des articles 2 et 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail, il pourra être fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## 13.2 - Conséquences de la résiliation du marché

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre emporte résiliation immédiate sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. Elle précise dans sa décision de résiliation si elle fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues aux frais et risques du titulaire.

Le recours à l'exécution aux frais et risques du titulaire ne se fera qu'en cas de résiliation pour faute du titulaire, dans le cas d'une inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou ordre de service.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à ne céder à aucune société, quel qu'en soit l'objet et notamment les sociétés de location financière, le présent marché. Aucune cession unilatérale du marché par le titulaire n'est acceptée, même tacitement et sans considération de délai par le groupement. Ce dernier pourra résilier purement et simplement le marché, à tout moment et sans indemnité ni frais, sans préavis ni accord du titulaire, en cas de non-respect par ce dernier de la présente stipulation.



## ARTICLE 14 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

### 14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'université par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

### 14.2 - Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'université.

Le titulaire doit en informer l'université dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales (en application de l'article L2141-2 du code de la commande publique) ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de du même article
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

## ARTICLE 15 - MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION

### 15.1 – Modification du marché –Clause de réexamen

Le présent accord-cadre peut être modifié dans les conditions fixées aux articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique et notamment en ce qui concerne les clauses de réexamen et les sujétions techniques imprévues.

Le présent marché pourra être modifié :

- Pour tenir compte de l'évolution du patrimoine de l'Université,
- Pour tenir compte de l'évolution des prestations, le bordereau des prix unitaire et la décomposition du prix global et forfaitaire soumis à réexamen
- En cas d'évolution de la législation en vigueur

Ces modifications seront actées par voie d'avenant.



L'Université se réserve le droit de conclure des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

### **ARTICLE 16 – FOURNITURE DES PIÈCES PRÉVUES PAR L'ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL**

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du travail, et en application des articles R2143-3 et R2143-6 du code de la commande publique, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;
- l'un des documents mentionnés à l'article D 8222-5-2° du Code du travail lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 du Code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 9 du présent CCAP.

Pour plus de simplicité, l'Université Paris Descartes met, gracieusement à disposition du(es) candidat(s) retenu(s), un accès à la plateforme E-attestation. Cet accès lui permettra de déposer les documents exigés en toute sécurité.

### **ARTICLE 18 – DROIT APPLICABLE ET VOIES DE RECOURS**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent marché public qui ne pourrait être résolue à l'amiable, sera soumise au tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75181 Paris Cedex 04. E-mail : [greffe.ta.paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta.paris@juradm.fr). Tél. 01 44 59 44 00. Fax 01 44 59 46 46.

Pour la saisine des instances de médiation et de conciliation, et outre la possibilité d'un recours hiérarchique adressé à Mme la Présidente de l'Université, le titulaire pourra saisir, avant tout recours contentieux :

1) Le comité interrégional consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris, dont les coordonnées sont les suivantes : Préfecture de la région Île-de-France - Préfecture de Paris : 5, rue Leblanc 75911 Paris cedex 15 - Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00 - Fax : 01.82.52.42.95 - Courriel : [ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr).

2) Le médiateur des entreprises : la saisine s'opère via l'application prévue sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent marché qui ne pourrait être résolue à l'amiable, sera soumise au tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75181 Paris Cedex 04. E-mail : [greffe.ta.paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta.paris@juradm.fr). Tél. 01 44 59 44 00. Fax 01 44 59 46 46.



#### Introduction des recours :

- Le référé précontractuel peut être introduit dans un délai de 11 jours à compter de la décision de rejet ou de la personne publique jusqu'à la signature du marché.
- Le référé contractuel peut être introduit dans un délai de 6 mois à compter de la signature du marché, sauf publication au JOUE d'un avis d'intention de conclure le contrat
- Le recours indemnitaire peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de la décision explicite ou implicite de rejet de l'administration.

Le recours en excès de pouvoir peut être introduit dans les mêmes délais.

#### **ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

L'article 3 « Documents contractuels », déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles ;

L'article 9 sur les pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-FCS sur l'exonération des pénalités ;

L'article 13.1.1 déroge à l'article 42 du CCAG-FCS sur l'absence d'indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.